

cigale

8 pages de démocratie
culturelle / juillet-août 2004
parti communiste français



Il y a tout juste un an, les festivals d'été retentissaient du mal-être de toute une profession contrainte par un protocole scélérat à une lutte contre la disparition de milliers d'artistes et de techniciens du spectacle vivant. Et le 14 juillet 2003, le président de la République confirmait le désengagement de l'Etat à l'égard de la culture. Il rompait ainsi, pour la première fois dans notre pays, avec la tradition d'un engagement public national fort en faveur d'un bien commun essentiel au plein épanouissement de chacun et chacune d'entre nous.

La force du mouvement a contraint le ministre à des reculs. Mais le conflit se poursuit. Il doit être soutenu. Il est nécessaire de tout faire pour qu'un nouveau protocole soit négocié et conclu avant la fin de l'année.

Ce grand mouvement a interpellé tous les partis politiques sur la nécessité de mettre les enjeux d'art et de culture au cœur du projet politique. Le parti communiste français a décidé de relever ce défi. C'est la raison pour laquelle nous serons présents dans les festivals d'été pour débattre des propositions et du travail que nous avons effectué cette année. Nous sommes de ceux qui refusons l'appropriation de l'art et de la culture par les puissances d'argent, de ceux qui souhaitent en finir avec le capitalisme qui réduit l'art et la culture à des valeurs marchandes.

Nous sommes déterminés à remettre l'appropriation de l'art et de la culture par la société toute entière au cœur du débat politique. Pour nous, la création et l'appropriation de l'acte créatif sont liés.. La culture ne se limite pas aux seuls loisirs et usages artistiques mais relève de la construction humaine des réalités. Elle doit se penser et agir comme un " laboratoire permanent d'inventions " valorisant les compétences culturelles de la société toute entière. Elle représente un lieu de création symbolique central, celui de créer de la beauté et du sens dans un dialogue entre les populations. C'est en cela que la production culturelle et artistique a partie liée avec la démocratie : quels symboles avons-nous envie de construire, de partager et de choisir ?

C'est cette démocratie culturelle que les communistes veulent contribuer à faire vivre. Ce journal est un premier témoignage de notre travail. Nous l'avons voulu ouvert à toutes celles et ceux qui souhaitent construire cette démocratie culturelle et créer une alternative politique où l'art et la culture ont une place centrale.

Cet été, nous écouterons les cigales...

Francis Parny

membre de la direction du pcf en charge de la culture, vice président du Conseil régional d'Ile de France.

Intermittents, recalculés, enseignants, chercheurs, agent d'EDF-GDF, licenciés... toutes ces luttes traduisent un rejet massif par notre peuple des politiques libérales. Et en même temps le doute existe sur la possibilité de changer le monde. Est-ce que la politique en est capable ? Les politiques n'y ont-ils pas renoncé ?

Notre peuple a été par deux fois dans les derniers mois capable d'infliger une claque magistrale à la droite. N'y a-t-il pas, à partir des idées anti-libérales qui fourmillent, des personnes ou des organisations qui les portent des rassemblements à construire qui se donnent, de la rue aux urnes et aux institutions, l'ambition de changer le monde, de le rendre meilleur ? Les mobilisations du monde de la culture et de la création ont ouvert des brèches, ces énergies, cette visée doivent pouvoir investir le champ politique.

Un monde meilleur, bon pour les hommes et les femmes de la planète, quel pourrait-il être s'il ne fait pas de l'art et la culture un enjeu majeur pour tous. Comment ceux qui veulent transformer la société pourraient-ils se désintéresser des œuvres qui nous parlent du monde, qui quelquefois aussi le rêvent et nous font rêver? La culture n'est ni une marchandise, ni une vitrine pour celui qui la finance, ni un ornement. C'est un bien commun de l'humanité. C'est pour cela que dans notre pays, les communistes se battent contre le désengagement de l'Etat, pour la défense de la création et pour l'appropriation par la société toute entière de l'innovation culturelle.

Sur cette question comme sur d'autres la gauche doit se remettre en cause après tous ses échecs passés. Les communistes y sont déterminés : nous ne voulons pas lui voir reprendre les chemins qui l'ont conduit aux renoncements.

Se contenter d'attendre l'alternance sans développer de projet transformateur ouvrirait la porte à de nouvelles déceptions : il nous faut ensemble ouvrir une véritable alternative, pour que changent la société et la vie quotidienne. C'est pour cela que nous parlons de révolutionner la gauche. C'est pour cela que nous portons le débat partout, au grand jour, avec toutes les forces politiques, sociales et citoyennes qui le souhaitent, avec tous les hommes et femmes qui le veulent, afin que de nouveau la gauche ressemble et appartienne à son peuple.

Les communistes mettent leurs propositions et leur projet dans le pot commun. Nous voulons que toutes les questions politiques soient discutées sur la place publique, avec le plus grand nombre. Et la culture, qui est au cœur des enjeux de civilisation en est une, essentielle.

Marie-George Buffet

Députée, secrétaire nationale du pcf

Métis en question

Métis, fille d'Océan fut aimée de Zeus, fils du Temps. Elle est l'intelligence pratique et rusée qui assure le succès dans l'action. Zeus voulut lui faire un enfant. Mais Gaïa, visionnaire du destin, l'avertit que son fils le détrônerait comme lui-même détrôna le Temps pour régner sur le monde. Zeus avala Métis tout entière et Athéna sortit toute armée de son crâne. Elle conjugue l'intelligence pratique de sa mère à celle, dominatrice, de son père. Métisse absolue, pleinement femme et résolument virile, protectrice des arts et maîtresse du tissage, art qu'elle hérite de son grand-père, le Fleuve Océan, qui enserrait la terre comme un lien primordial ordonnant par les points cardinaux la complexité de l'espace, ce métier à tisser du monde tel qu'il est. Ainsi, par sa crainte d'un fils de Métis, Zeus accoucha par sa tête d'une métisse soumise à son père.

Deux formes donc de métis. L'un, né de l'esprit assure la domination du père et l'autre né du ventre, remet en cause son pouvoir sur la terre. Athéna, par sa science du temps tisse l'ordre des données rationnelles où le temps reste maître de l'espace. Sa beauté clairvoyante conjure le désordre. Elle rassure et protège.

L'autre métis n'a pas de nom, n'est pas né d'un père et toujours en instance de naissance. A venir du ventre, du bas, de la complexité naturelle du corps, il n'est pas attendu et annonce un temps qui alarme le temps. Il est l'imprévisible, la mutation, le cri de l'incertain, l'ordre pulsionnel de la création, le mouvement tectonique. Gaïa, la Terre a raison de le craindre, car il ébranle le fondement



même des choses qu'il retisse et métisse à sa manière.

Ces deux métis posent deux ordres de l'art et de la création. L'un, stabilisé et dominé par l'Ancien qui assure la gestion du présent, est toujours celui qui est fils ou fille du pouvoir temporel. L'autre est porteur d'un monde sans visage qui inquiète les dominateurs du présent.

De quel métis parle-t-on donc quand on parle de métissage ? Quel est l'ordre politique caché sous ce mot ? Telle est la question.

Alain Foix

Education populaire : la culture au risque du politique

A la faveur des crises (1789, 1945,) les Hommes ont des désirs d'égalité réelle. La Direction de l'Education Populaire en 1945 au sein de l'Education Nationale, répondait à ce besoin, soudain évident après Auschwitz, d'arracher l'éducation, le savoir, la culture, à ce qu'ils étaient devenus : une machine à sélectionner et à classer, et d'envisager le savoir pour ce qu'il est : un rapport social, et la culture pour la seule chose qu'elle puisse être : une éducation politique, une éducation "au" politique.

Mais les croyances ont la vie dure. Dans leur désir sincère d'élever les hommes vulgaires vers les hauteurs de l'esprit, de l'art, et des grandes oeuvres de l'humanité, les militants culturels et l'administration qui les rassemble depuis 1959, (passé le moment de lucidité de 1968, où les directeurs de théâtre réunis à Villeurbanne déclaraient que la culture ne pouvait s'entendre que comme entreprise de politisation), ont fait de l'action culturelle cette chose qui ne parle plus jamais du quotidien, de la vie, du peuple, autant dire : du social !

Le désir d'éducation populaire, dès lors cantonné au champ méprisé de l'animation socioculturelle, renaît aujourd'hui sous la forme des forums sociaux qui fleurissent un peu partout sur la planète pour contester l'ordre de la domination capitaliste. Il se trouve alors des formes d'expression - artistiques ou non - pour reparler de ce que les hommes vivent, pour redécouvrir qu'il existe des rapports de travail, et que la souffrance, loin de s'être éteinte, a pris des formes de plus en plus sophistiquées et de plus en plus généralisées. Parler de cette souffrance quotidienne, pour la traduire en analyse politique, l'exprimer dans une forme, est ce que nous pourrions appeler "éducation populaire". Elle suppose de retrouver dans la culture le risque du politique, du politique direct, sans rougir et sans honte.

Franck Lepage

Chercheur indépendant.

Rapport sur l'avenir de l'éducation populaire téléchargeable sur <http://www.educpop.org>

Précaires, exclus

C'est une banalité que de dire que ceux qui sont exclus de tout sont exclus



de l'accès à la culture. Sur un tout autre registre, les luttes des intermittents du spectacle ont mis en évidence la précarité au cœur même du système culturel. Ce que l'on voit peut-être moins, c'est à quel point l'abaissement de plus en plus caricatural des standards culturels proposés par la société du tout marchandise frappe celles et ceux dont la précarité et l'exclusion sont le quotidien. Il est plus facile de s'émouvoir devant les illusions de la prétendue télé "réalité", de s'exercer aux questions pour les champions d'un savoir superficiel, de rêver devant le tirage du loto, que de choisir les programmes de qualité que la télévision propose tout de même parfois, et à plus forte raison que de sortir pour aller voir un spectacle vivant de qualité - quand bien même leur prix n'en rendrait pas l'accès d'emblée impossible. Et quand on s'offre le luxe du cinéma, c'est là encore plus facilement pour aller voir des images plus proches de celles de la publicité que de l'art. La «grande culture», pensent les exclus, ce n'est pas pour nous. Ainsi se trouvent-ils enfermés dans les représentations sociales qui aident le mieux à ne pas penser, à ne pas porter

sur leur situation même un regard critique. L'idée d'un accès populaire à une culture digne de ce nom suppose qu'on sorte d'un "marché" de la culture dans lequel une "demande" écrasée par la vie se voit proposer une "offre" méprisante. Il y a là à la fois une exigence politique et un terrain militant, tant pour les créateurs que pour leur public.

Malika Zédiri

présidente d'une association de chômeurs

Contre la dictature du profit sur la conduite de la civilisation : un Agenda 21 de la culture

Le 8 mai dernier, réuni à Barcelone, le Forum des autorités locales dit de Porto Alegre adopte un "Agenda 21 de la culture", programme d'action proposé aux collectivités locales pour le 21e siècle. Deux collectivités territoriales françaises dirigées par des communistes ont directement participé au petit groupe de rédaction de cet important document : le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et la ville de Saint-Denis.

Le document - des principes, des engagements, des recommandations - est fondé sur deux fécondes tensions...

M. SUAREZ





**Culture et transformation sociale:
quelle intervention politique?**

En Avignon, Samedi 10 juillet, 17h 30, cloître Saint Louis

Démocratie culturelle

En Avignon, lundi 19 juillet, 17h, jardin des cultures d'Europe

cigale 8 pages de démocratie culturelle./juillet-août 2004 / parti communiste français

...D'abord celle qui articule le mouvement populaire altermondialiste et des autorités publiques élues. Une bonne occasion de faire la jonction entre l'utopie des perspectives et la volonté d'agir dans le concret. Deuxièmement, la reconnaissance simultanée de la singularité de chaque culture (diversité culturelle) et du fait que la culture, que ces cultures sont un bien commun de l'humanité. Ainsi articulé, le document met en mouvement à la fois l'intervention publique et l'initiative de la société, à la fois la préservation des patrimoines et leur mise en relation, à la fois la prospective créatrice et son enracinement dans la vie concrète des peuples.

L'Agenda 21 de la culture ne vivra pas tout seul et les élus, même communistes, n'y seront pas sensibles par nature. Emparons nous donc de cet outil démocratique. Poussons à l'élaboration partout d'agendas locaux de la culture. Refusons ensemble, élus et citoyens, artistes et publics, la conduite de notre civilisation planétaire par la loi du profit maximum.
Jean-Louis Sagot-Duvaurox
auteur, l'Agenda 21 téléchargé sur <http://www.agenda21cultura.net>

Pour une démocratie culturelle !

Aujourd'hui en France, quatrième puissance mondiale, des millions d'hommes et de femmes n'ont toujours pas accès à une création artistique contemporaine vivante. Dans le même temps, des milliers d'artistes, jeunes notamment, connaissent de situations de précarité accrues où le chômage sec alterne avec l'angoisse du lendemain.

En supprimant massivement les crédits publics pour l'art à l'école le gouvernement actuel entend aller encore plus loin en ce mauvais sens, en facilitant davantage l'envahissement mercantile de nos espaces publics, communs ou intimes, par les seuls produits "culturels" formatés, stéréotypés et mondialisés de la finance.

De très nombreux responsables d'institutions culturelles ne peuvent plus admettre ni se contenter de cet état des lieux intolérable, injuste et gaspilleur d'intelligences.

Le mal est beaucoup plus profond !

C'est une société d'apartheid social et culturel que le libéralisme et le Medef proposent aujourd'hui comme horizon à nos vies.

Ce n'est donc plus d'hommes ou de femmes providentiels dont nous avons besoin aujourd'hui, ni de nouvelles décimales au pourcentage du budget de la culture, mais d'une démocratie culturelle inédite où la construction des politiques publiques pour l'art et la culture est à ré-envisager de fond en comble, devenant le fait même de ceux qui en sont les acteurs principaux. Les artistes bien sûr, et les élus du suffrage universel, mais également tous les autres, actuellement exclus de toute réelle concertation démocratique. Ce sont les représentants du monde du travail, les

éducateurs, les enseignants, les associations d'éducation populaire, les citoyens qui ne sont plus reconnus comme tels et dont on voudrait qu'ils ne soient plus que consommateurs !

Marc Lacreuse
Groupe Reflex

Manifeste pour la création départ & arrivée

"Je ne sais partager que l'amour, non la haine", ainsi parle Antigone depuis toujours.

C'est la raison d'être du théâtre, de la poésie, de l'art qui est ainsi, depuis toujours, énoncée. Dans les moments historiques difficiles vient inévitablement le moment où, par l'art, nous tentons d'échapper à l'injustice du présent. Le théâtre est là pour permettre à la communauté humaine de se vivre en tant que telle et, si les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité sont remises en cause, pour qu'elles puissent vivre par lui, plus que jamais.

Le théâtre est un rêve face au miroir de l'époque et il est miroir d'une époque, d'une vie, du moment d'un être vivant, du moment d'une rencontre. Faire vivre un lieu théâtral, c'est installer un miroir et le nettoyer, d'œuvres en œuvres, chaque jour pour que les spectateurs-citoyens puissent passer devant, s'arrêter, face à eux-mêmes, un instant.

A cette heure là, rien n'est encore gagné. Nous avons fait des pas en arrière et à juste titre pour barrer la route à la "bête immonde", du racisme, de la xénophobie et de leur insupportable cortège d'injustices... et le gouvernement pense qu'il est le seul et l'unique à décider pour nous tous... Voilà que les rues sont pleines chaque jour, pleines de cris... La fracture grandit qui met en danger notre paix sociale. Face à cette dramatique remise en cause, le théâtre, ceux qui le servent, se trahiraient en ne signifiant pas, dans les écrits et dans les actes, que "Créer c'est résister" et "Résister c'est créer". C'est, d'évidence, notre raison de vivre, être le "miroir" des drames les plus cruciaux, les plus douloureux de notre société humaine.

Sans les intermittents, le spectacle ne pouvait exister. En cet esprit nous demandons l'abrogation du protocole sur l'intermittence.

Nous demandons une défense de la vocation théâtrale la plus proche de tous. Nous demandons le retour aux lois démocratiques issues d'un autre esprit, celui de la Résistance.

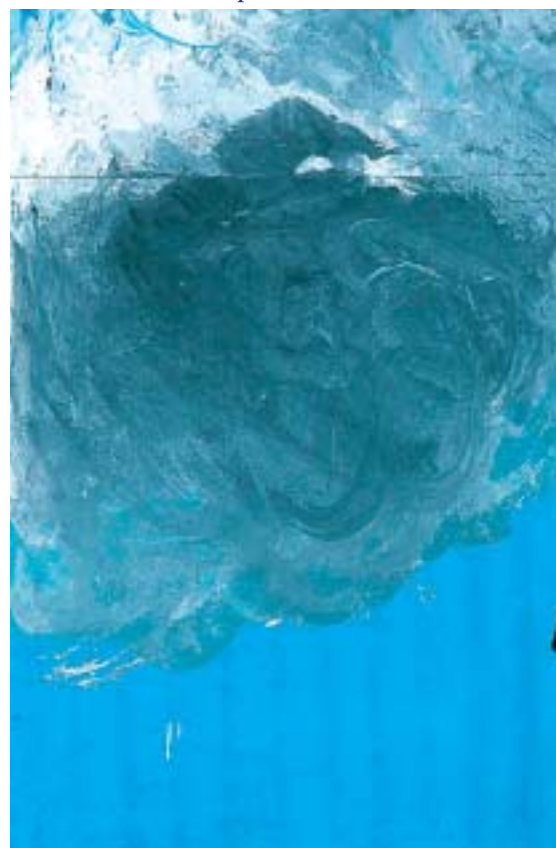
"Nous nous sommes battus contre la nature, contre la loi, contre nous-mêmes."

Ainsi retrouvons-nous Antigone. Car cette affaire de théâtre et de démocratie, de fidélité aux plus riches idéaux de l'humanité face au profit et au mépris demeure, depuis toujours, une affaire d'amour.

Kazem Shahryari et
Dermot Bolger
poètes

De nouveaux enjeux pour financer les arts et la culture

Il n'est plus possible de financer la culture comme par le passé et une progression des budgets est impensable dans le contexte présent, tel est le leitmotiv du gouvernement et de son ministre. Au-delà de la simple polémique, partons de la réalité de notre pays, de son activité culturelle et artistique ; partons de ses festivals dans lesquels se croise la population dans toute sa diversité ; partons du travail des artistes, des compagnies qui participent à la vie des territoires et favorisent leur dynamisation ; partons de tous ces lieux institutionnels ou pas, qui travaillent à la diffusion et la création des œuvres ; partons de tous ces jeunes qui, en amateurs pratiquent la musique, la danse, le cinéma, les arts plastiques, partons de là... de ce qui fait culture. L'heure n'est pas aux économies. La culture, facteur d'épanouissement humain,



ne peut se faire au rabais ! De nouveaux moyens sont indispensables pour permettre d'une part de soutenir la création et la diffusion et d'autre part pour favoriser, partout, les pratiques artistiques, en commençant d'abord à l'école.

L'état a trouvé la parade en interpellant les collectivités territoriales. Les départements, les régions et surtout les communes ont montré par le passé qu'elles savaient elles aussi intervenir très à propos pour initier des expériences culturelles et les pérenniser. Pour beaucoup d'entre elles, la culture est devenue un atout important pour la vie de la communauté, certaines ont construit des politiques culturelles exigeantes, toujours en mouvement. Le fait est là, globalement, elles consacrent plus de moyens à la culture que l'État ! Les tentations de désengagement ici et là doivent être combattues. L'heure est à un

nouveau partenariat en renforçant son contenu et ses moyens des deux côtés pour construire des territoires laissant une place centrale à la culture et à l'art.

Florian Salazar-Martin

maire-adjoint à la culture de Martigues
membre du collectif culture de l'Anecr

Avignon 2003 m'est tombé dessus.

Je venais d'achever une mise en scène et les échos de la lutte autour du protocole nous parvenaient comme une vague menace assez lointaine... jusqu'au jour où nous avons appris que le protocole venait de "passer". Je devais rejoindre quelques jours plus tard Avignon, pour jouer dans un spectacle qui était le fruit d'une longue histoire artistique et amicale. Avec les deux autres comédiennes, (dont l'une était également l'auteur du texte), nous étions assises à une terrasse, au soleil, à Saint



Etienne, la veille de "descendre" à Avignon, et nous nous sommes jurées, que quoiqu'il arrive, nous jouerions.

La grève nous paraissait une mauvaise solution, surtout dans nos métiers, surtout dans les conditions du Off, où tout le risque financier est porté par la compagnie.

Nous avons fait grève jour après jour, sans pouvoir présumer de ce que nous ferions le lendemain. Nous avons fait grève jusqu'au bout. Nous avons continué à faire grève suite à l'annulation du In. On nous disait que c'était absurde. Et, objectivement, ça l'était certainement. Qui se souciait de cent compagnies en grève dans le Off, maintenant que s'affichait partout en lettres grasses "le Off joue" et que les télés avaient déserté la place. Nous avons fait grève en nous disant que nous saurions plus tard, peut-être, si nous avions eu raison ou tort,

mais que pour l'heure il nous était impossible de faire autrement. Nous avons déposé tracts et affiches et décidé, pour ne pas être engloutis par le vide qui s'ouvrait soudain sous nos pieds, de faire de ce moment d'arrêt un temps de réflexion sur nos métiers et nos pratiques artistiques, de croisements de parole, de rencontres entre nous et avec le public. Et nous voyions au fil des jours, la foire commerciale de nous effacer toute trace.

Un an après, je n'ai pu me décider à revenir. Une impossibilité intérieure, aussi impérieuse que la décision de poursuivre la grève après l'annulation du In. Un écoeurement prolongé face à ce "Off qui joue", malgré tout, qui se brandit partout en étendard, avec une insouciance forcée, par trouille de voir s'échapper le chaland, et les tracts, les parades, l'affichage, vite, vite, exister quand même, malgré tout, quitte à exister sur les ruines de ce que nous sommes. Après 2003, le Off ne peut plus continuer à faire semblant d'ignorer ce qu'il est.

Un an après, je sais que la grève que nous avons faite était aussi absurde au regard du Off que nécessaire pour nous, face au monde et à nous-mêmes.

Un an après, je sais que la plus grande peur du gouvernement est que cela se reproduise.

Un an après, je sais que c'est parce que nous avons lutté et lutterons encore, par toutes les actions possibles et par tous les moyens, que la création indépendante et la liberté artistique pourront continuer à exister en France.

Un an après, je sais que le Off jouera, quoiqu'il arrive.

Carole Thibaut

comédienne et metteuse en scène

Politiques régionales

L'irruption des régions dans le débat politique national et européen tend à redéfinir le sens même des politiques culturelles régionales : il ne s'agit pas d'abonder le budget du ministère de la culture ni de soutenir la politique qu'il définit et qu'il mène, mais plus fondamentalement d'intégrer les politiques régionales dans la défense et le développement de l'exception culturelle française et européenne.

De ce point de vue, pour traiter, en partenariat avec l'État, des grands enjeux territoriaux de développement de la création, des arts du spectacle à l'audio-visuel, de la diffusion vers tous les publics dans leur diversité, la Région, semble être une échelle pertinente.

Pour cela, elle doit s'inscrire dans une logique de combat contre la marchandisation et l'AGCS, les dogmes de l'Audimat et du mécénat. Sa pertinence, c'est aussi l'urgence de relever le défi intellectuel, éthique et culturel face au populisme, à l'obscurantisme, aux replis identitaires. C'est encore de permettre à chaque personne de s'approprier son histoire, son imaginaire, son destin et de

les partager.

Dans notre Région, le Monde est parmi nous, l'ouverture au Monde est naturelle, sans communautarisme ni logique étroitement identitaire : c'est le métissage et le partage des cultures. C'est la reconnaissance de l'autre, c'est enfin l'enjeu euroméditerranéen, enjeu majeur d'une autre construction européenne.

La culture peut être un des grands vecteurs de rapports de coopération avec la rive sud, de constructions d'une Méditerranée de paix et de co-développement.

Alain Hayot

vice président de la région Paca

Sauvons la création cinématographique

A l'occasion du Festival de Cannes, chaque année, dans un rituel bien établi, certains prononcent de beaux discours d'autosatisfaction sur le cinéma français alors qu'il connaît une crise majeure susceptible de porter atteinte à son existence même. Comment préserver l'existence du cinéma français, sa vitalité et sa diversité, quand la moitié des français ne va plus au cinéma ? Comment faire revenir le public dans les salles et lui montrer des films autres que les films américains qui monopolisent tous les écrans ? Comment faire pour que la Télévision publique respecte ses obligations de "service public" en diffusant les films d'auteurs qu'elle finance par obligation ? Voilà quelques questions qui interpellent d'urgence les citoyens, les professionnels et les politiques.

Jacques Atlan

producteur et distributeur de films

Politique culturelle

Le résultat des dernières élections régionales ouvre un champ pour la construction d'une riche politique culturelle. Faire émerger des différents territoires, les aspirations, les propositions, pour donner corps à la fois à une politique de proximité et à une politique culturelle enracinée dans le mouvement vivant de notre société française est un défi.

Il faut mettre en débat l'existant (comme le CRL, en Languedoc Roussillon), sans le rejeter pour autant, mais pour permettre de jeter les bases de la construction d'un véritable Service Public de la Culture avec la préoccupation de la création, de l'emploi artistique et culturel et de la formation.

Seillères est aujourd'hui n°2 de l'édition. Dassault fait main basse sur la presse... Face à ces entreprises d'abaissement du niveau culturel, qui viennent s'ajouter au panorama télévisuel, il faut nous doter de structures qui seront des composantes vivifiantes d'une société fondée sur la pratique démocratique, avec au cœur l'expression non marchande de la Culture.

Jacques Blin

responsable du Comité régional du pcf Languedoc-Roussillon

La ruralité, des territoires à l'échelle de la démocratie culturelle.

Les campagnes françaises ne sont plus un désert culturel. La décentralisation a permis à chaque département d'avoir des lieux de diffusion pour le spectacle vivant, pour la musique et parfois pour les arts plastiques. Pourtant, décentralisation ne rime pas forcément avec démocratisation.

A la lisière des autoroutes de la culture institutionnelle, des expériences innovantes émergent. Des collectifs de création vont à la rencontre de cette ruralité et ré-inventent l'itinérance. Des citoyens animent des centaines d'associations et autres "micro-festivals" et ré-inventent la décentralisation. Artistes et publics savent avec humilité construire une réappropriation culturelle du monde à taille humaine.

Il savent, peut-être plus qu'ailleurs, l'urgence à démasquer les colonialismes de la pensée qui transforment petit à petit leur monde en périphérie. Ils savent que le centre du monde est partout. Partout où l'être humain sait rester humain.

Alors oui, il est urgent d'aider les équipes artistiques qui travaillent au quotidien au ré-enchantement du monde. Il est urgent d'aider les associations qui font rimer démocratisation et démocratie culturelle.

Laurent Eyraud

Comédien aux Pile ou Versa

Musiques actuelles : musique marchande ou musique populaire

Depuis quelques années, l'expression "musiques actuelles" a connu un succès foudroyant. Rapports ministériels, politiques culturelles publiques ne cessent d'user du vocable. Paradoxalement les crédits publics sont souvent inversement proportionnels à cet usage abondant. Mais que recouvre en fait cette expression au contenu si flou ?

Pourquoi ne disons nous plus musiques populaires ? "Populaire" serait-il devenu un mot si grossier accolé à celui de musique ? Entendons par "musique populaire", non pas "consommation populaire", mais processus esthétique inventé par les couches populaires comme le "blues" ou le "flamenco" l'ont été. En fait, l'expression "musiques actuelles" masque quelques contradictions.

Premier terme de la contradiction. La mémoire brisée des musiques populaires. Fin des années 50, la France est entrée, entre autres, dans la société de consommation capitaliste par une transformation culturelle qui a vu la chanson de variété de conception marchande devenir hégémonique en plagiant médiocrement le rock d'outre-Atlantique et "ringardisant" l'accordéon musette et les musiques traditionnelles rurales. Il y a eu en grande partie rupture dans la transmission trans-générationnelle d'un patrimoine populaire et



appauvrissement de la composante populaire de la culture Française.

Deuxième terme de la contradiction. Beaucoup plus intéressant, celui d'un renouveau possible. Les groupes de musique actuelle française utilisent des procédés musicaux issus des musiques populaires du monde, particulièrement du monde nord-américain, anglo-saxon et caraïbes (rock, reggae, soul, afrocubain, hip-hop etc...)

L'écrivain Paul Gilroy appelle cet espace culturel "l'Atlantique Noir". Enfin depuis la fin des années 70, différents mouvements artistiques ont relégitimé l'accordéon et les musiques traditionnelles. Il est donc possible aujourd'hui de voir renaître une riche composante musicale populaire. Le processus actuel commence un peu à ressembler à la "créolisation" créatrice dont parle l'écrivain Edouard Glissant. Mais il ne s'agit que d'un début tant les musiques actuelles sont majoritairement prises dans les filets du grand et petit business (formatage du produit disque, massification et non démocratisation du spectacle vivant, plans médiatiques, marketing etc...) Sortir du système exclusivement marchand devient dès lors déterminant.

Les artistes des musiques populaires ont au centre de leur activité la question cruciale d'accepter ou refuser le statut de marchandises (...). Il s'agit alors d'enclencher un double mouvement savant et populaire.

Fabien Barontini

Directeur du festival "Sons d'hiver".

cigale

8 pages de démocratie culturelle
parti communiste français

Images et mise en page :

Michel Quarez

Contacts :

Maud Vergnol

mvergnol@pcf.fr

Laurent Klajnbaum

lklajnbaum@pcf.fr

Tel : 01 40 40 12 12

Imprimé par Public Imprim

